

Nicolas Sarkozy, l'irrésistible ascension d'un homme pressé

ÉDITORIAL

Marc Chevanche



La préemption du deuxième tour

La première et longue étape de l'entreprise présidentielle de Nicolas Sarkozy est close. Qu'il soit le candidat plébiscité de son camp ne devrait pas faire oublier ce qu'il lui aura fallu de détermination et de talent politique pour parvenir à ses fins. Certes, c'est de la conquête de l'UMP que tout aura dépendu. Nécessaire, cette position de pouvoir n'était pas cependant à coup sûr suffisante. Il lui a fallu, jusqu'à hier encore, surmonter les concurrences, petites et grandes, il lui a fallu ne pas perdre son crédit dans l'exercice périlleux d'une responsabilité gouvernementale, il sera parvenu, enfin, à faire que, de guerre lasse, Jacques Chirac renonce à ses manœuvres d'obstruction. Comme course d'obstacles, en politique, on a vu plus facile. Nicolas Sarkozy aborde donc maintenant la nouvelle étape en retenant un choix tactique qui n'a échappé à personne. Dès lors qu'au premier tour il est assuré de faire le plein des voix de droite, et donc de figurer au second, il estime qu'il doit sans retard élargir son champ et tenir un discours de large rassemblement. On remarquera que, pour une raison homologue — la quasi-certitude d'être présente au second tour — Ségolène Royal a fait le même choix. La bataille est donc engagée par chacun pour préempter les suffrages des extrêmes et du centre. Dans cette compétition, Nicolas Sarkozy part avec un avantage : il n'a pas à redouter, comme Ségolène Royal, de devoir composer avec un parti maltraité, des hiérarches négligés et un programme contraignant. Mais il a un handicap majeur : quoi qu'il fasse, il est sortant et un sortant, en France, depuis un tiers de siècle, ça se sort. Nicolas Sarkozy n'aura pas trop de ses talents signalés pour exorciser ce maléfice.



Le Premier ministre Jacques Chirac fait le signe de la victoire, le 23 juin 1976 à Paris. A ses côtés Nicolas Sarkozy, Délégué départemental jeune de l'UDR (Union des démocrates républicains). Le rassemblement avait pour thème « La liberté, ça se défend ». Photo AFP

Il a tout fait pour en arriver là. Nicolas Sarkozy, l'homme pressé, le chantre de la « rupture tranquille » avec les années Chirac, n'a désormais plus qu'un Everest à gravir pour accéder à l'Élysée : gagner l'élection présidentielle. Né le 28 janvier 1955 à Paris, Nicolas, Paul, Stéphane Sarkozy de Nagy-Bocsa ressent son premier choc politique en 1968.

Juin 1975 à Nice : Jacques Chirac est conquis

Il commence par distribuer des tracts pour la section UDR (parti gaulliste) de Neuilly-sur-Seine. Toujours partant même pour les tâches les plus ingrates, le militant gravit rapidement les échelons du parti. Il rencontre Jacques Chirac aux assises de juin 1975 à Nice. « C'est toi Sarkozy ? Tu as cinq minutes », dit celui qui est alors Premier ministre au jeune homme de 20 ans. Devant 6 000 militants, ce dernier se lance : « Être gaulliste, c'est être révolutionnaire ». Il parle 20 minutes. Jacques Chirac est conquis. Son ascension est fulgurante. Couvé par Charles Pasqua dans son fief des Hauts-de-Seine, il devient dès 1977 conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine. Deux ans plus tard, il entre au comité central du RPR. A 28 ans, le jeune avocat enlève la mairie de Neuilly... à Charles Pasqua.

Elu député en 1988, il fait partie du premier cercle de Jacques Chirac. Mais c'est Edouard Balladur, alors Pre-

mier ministre, qui le fait évoluer dans la cour des grands. En 1993, il décroche le ministère du Budget et devient porte-parole du gouvernement. Il fait alors un choix qui marquera sa carrière. A l'aube de la présidentielle de 1995, Nicolas Sarkozy parie sur le candidat Balladur. C'est Jacques Chirac qui sera élu. Certes, le jeune homme brillant fera son retour aux affaires. Mais le « traître » de 1995 n'aura jamais plus la confiance de l'Élysée. Il lui faudra désormais poursuivre son chemin envers et contre la chiraquie.

Le « traître » fait profil bas pendant 7 ans

Il fait profil bas pendant sept ans. En mai 2002, c'est

Chirac qui lui offre l'occasion de revenir au premier plan, en le nommant à l'Intérieur.

Nicolas Sarkozy se serait plutôt vu à Matignon, à la place de ce quasi-inconnu, Jean-Pierre Raffarin. Qu'importe. Convaincu que communication et action ne font qu'un, il va s'emparer de la place Beauvau pour faire connaître ses idées et son style. Il sillonne la France. Insécurité, dossier corse, discrimination positive, organisation de l'Islam de France, critique du modèle social français ou assouplissement des 35 heures : en jetant des pavés dans la mare, il contraint les autres à se positionner par rapport à lui. Emporté par sa nature, il dérape parfois,

ne s'excuse jamais, fait parler de lui, toujours.

Mise en avant de la famille

Adeptes du marketing politique à l'américaine, il s'affiche avec Cécilia, sa seconde épouse - il a eu deux fils, Pierre et Jean, avec sa première femme, Marie-Dominique Culioli - et leur jeune fils Louis dans *Paris-Match*; se fait photographier sur son vélo ou en jogging. Cette mise en avant systématique de sa famille n'est pas sans inconvénients. Trois jours avant le référendum de mai 2005, il devra aller à la télévision reconnaître des « difficultés » avec son épouse, aujourd'hui officiellement surmontées.

Et ses relations se dégra-

dent franchement avec l'Élysée. Nicolas Sarkozy ne contient pas ses ambitions. Le 20 novembre 2003 sur France 2, il confie penser à la présidentielle et « pas seulement en se rasant ». Après la condamnation d'Alain Juppé dans les affaires de l'ex-RPR, il part à la conquête de l'UMP, qu'il veut cumuler avec le ministère de l'Économie.

« Je décide et il exécute »

C'en est trop pour Jacques Chirac. Le 14 juillet 2004, le chef de l'État rappelle le jeune insolent à l'ordre. « Je décide et il exécute », lance, excédé, l'hôte de l'Élysée. Personne n' imagine que Chirac puisse le rappeler au gouvernement pour la deuxième fois. Sa cohabitation avec Dominique de Villepin est tumultueuse, mais Nicolas Sarkozy sort renforcé de toutes les crises, des émeutes des banlieues à la ténébreuse affaire Clearstream.

Avec ses déclarations tonitruantes sur la « racaille » des cités à « nettoyer au Kärcher », ou sur les immigrés appelés à « aimer la France » ou à la « quitter », il chasse les électeurs du Front national.

En position de force, celui qui a « déchiré » l'UMP impose aux chiraquiens la désignation par les adhérents du candidat soutenu par le parti à l'élection présidentielle.

Et sa popularité parmi les militants a découragé tous ceux qui avaient envisagé de se présenter contre lui.

